

TERRORISME

Le quotidien des rescapés du GIA et de l'AIS

On en parle peu. Presque plus. Les drames encore récents traversés par l'Algérie les ont pourtant projetés au-devant d'une histoire écrite en lettres de feu. Inscrites à jamais dans les annales les plus sombres de l'humanité. Que deviennent les rescapés du GIA, de l'AIS, de tous ces groupes dont la seule évocation fait encore frémir ? Réponse par les concernés.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Et cette réponse se fait justement cuisante, assommante, plus difficile à supporter que les témoignages auxquels l'on s'attendait. «Le silence et l'oubli ont achevé ce que les terroristes ont entamé.»

Sentence impitoyable de tous ceux et celles que nous avons approchés durant ce reportage. Ici, les mots sont choisis. Ceux délivrés par Lamia Zanoune sont sans appel. «Zanoune» patronyme sorti de l'anonymat par la force d'un destin cruel impossible à effacer. Celui de Amel Zanoune, sa sœur cadette égorgée par les terroristes pour avoir refusé de porter le voile. C'était il y a vingt ans, un dimanche 26 janvier 1997.

La jeune étudiante en droit quitte Alger dans un bus universitaire pour regagner son domicile à Sidi-Moussa. Nous sommes en plein Ramadhan, une période de l'année où les terroristes ont pour habitude de se déchaîner particulièrement. En cours de route, le bus est intercepté dans un faux-barrage (la hantise des automobilistes à cette époque). Amel est directement ciblée, reconnue et égorgée peu de temps avant la rupture du jeûne. Elle avait 22 ans. Son histoire ébranle l'Algérie, dépasse les frontières, meurtrit les Zanoune. Sa mère en est morte de chagrin, nous apprennent des amis de la famille.

A la question de savoir ce que deviennent les familles de victimes du terrorisme, Lamia, sa sœur, s'épanche sans s'arrêter. Elle n'en

revient pas qu'après tout ce temps passé des algériens s'en souviennent «au moment où tout le monde autour, même au sien de nos proches, feignent d'oublier». Lamia parle vite sans s'arrêter.

Comme dans un exutoire, elle raconte les dernières années de sa mère, dame courage qui a tenu des années durant à commémorer l'anniversaire de la mort de sa fille. «Les gens qui vous ont dit que mère est morte de chagrin ne se sont pas trompés. Elle était cardiopathe, au fil du temps, elle a arrêté de prendre son traitement. Au lieu de se dissiper, la tristesse l'a, au contraire, envahie progressivement pour la terrasser en fin de compte. Une année avant sa mort, elle s'était cloîtrée. Elle refusait de sortir, de parler, de recevoir des invités. Elle s'est emmurée dans des souvenirs qui la torturaient, qui nous torturaient tous. Chaque nuit, elle s'interrogeait sur les derniers moments de Amel. Elle nous disait : "a-t-elle eu mal ? A-t-elle pensé à moi à ce moment ? est-elle morte sur le coup ?"» Lamia parle vite. «J'avais 18 ans à l'époque, mais la peur et l'horreur que j'ai vécues à cette époque m'ont marquée à vie. Ils ont laissé des séquelles indélébiles. J'ai peur des gens, des regards, je dors mal, et je revis souvent tous les moments qu'on a passés, la mort de ma sœur, le départ de Sidi Moussa vers Diar Rahma où nous avons vécu pendant plus d'une année pour échapper aux terroristes.» Comme beaucoup de victimes du terrorisme,



Les rescapés refusent de tourner la page.

Amel a aujourd'hui encore du mal à s'aventurer dans certains endroits. Peur d'aller en forêt, en montagne, de s'aventurer dans des endroits isolés où «quelqu'un peut surgir». Son malheur, elle le partage avec ses trois autres sœurs et son frère contraint à suivre des soins chez un psychologue pour mieux affronter une vie qu'il n'a pas choisie.

A voix basse, des familles de victimes du terrorisme qui ont préféré ne pas donner leur nom pour éviter de plus grands traumatismes aux enfants évoquent la situation de personnes bien connues. Le drame psychologique de la fille de Boukhobza, sociologue et chercheur, assassiné sous les yeux de ses enfants, de Raja Alloula, épouse du célèbre dramaturge et homme de théâtre, et de tant d'autres encore... Des moins connus aussi. Les plus nombreux surtout. Parmi eux, tous ces enfants qui ont assisté à la mort de leurs parents. Djamil Benrabah, qui a longtemps milité à la tête d'asso-

ciations de victimes du terrorisme, en parle lui aussi comme dans un exutoire. Sa famille figure parmi les premières touchées par le terrorisme. Son épouse, une juge, a été assassinée sous ses yeux. «Mon fils Imad avait 8 ans à l'époque, aujourd'hui il en a 31, il est père, il dort toujours avec le foulard de sa mère. Ce foulard ne le quitte pas. Les souvenirs ne nous quittent pas.» «Comment oublier ?» écrivait d'ailleurs Djamil Benrabah dans une lettre ouverte aux décideurs du pays pour leur faire part de l'impossibilité de tourner la page d'une histoire encore trop récente. «J'ai travaillé très longtemps avec des victimes du terrorisme qui comme moi n'ont pu oublier. Nous sommes tous malades.

J'étais en contact avec des enfants qui ont vu leurs parents massacrés à la hache, égorgés sous leurs yeux, criblés de balles. Ils étaient tellement traumatisés qu'ils ne pouvaient pas s'exprimer, ils ne pouvaient rien dire devant les

psychologues. Tous gardaient le silence. La majorité a perdu la raison. Dans d'autres cas, ils refusaient de s'alimenter et ont fini par tomber gravement malades ou mourir.»

Morts de chagrin et enterrés dans le silence et l'anonymat de Sidi Moussa, Larbaâ, Bouinan, Bentalha ou Raïs, hauts lieux de crime où les groupes terroristes fauchaient des vies par centaines en surgissant la nuit.

Aujourd'hui, Djamil Benrabah regrette «la politique de l'oubli mise en place, le musèlement des associations, et le dos tourné aux familles des victimes du terrorisme». Comme d'autres, il évoque pourtant les dégâts incommensurables des années de feu.

Des psychologues, des psychiatres évoquent des cas extrêmes ayant même tenté le suicide pour mettre fin au flot de souvenirs, au malaise généré par des conséquences de situation proches de l'incroyable.

D' Rédha a, durant un certain temps, travaillé au sein du service psychiatrique de l'hôpital de Blida. «En fait, j'ai fait plusieurs centres de la Mitidja, et j'étais moi-même condamné à mort. J'ai reçu des cas terribles, et certains de mes patients continuent à venir me voir. La plupart souffrent de traumatismes qui se traduisent par de la claustrophobie, des cauchemars et dépressions profondes. J'avais reçu un jeune homme de 23 ans. Il avait assisté à la mort de sa mère, violée et égorgée sous ses yeux, il avait fait plusieurs tentatives de suicide.

Il y a deux ans, j'ai appris qu'il avait sombré dans la folie. Les plus chanceux se dopent aux barbituriques pour pouvoir dormir la nuit. C'est cela le quotidien des familles des victimes du terrorisme.»

A. C.

ROUGEOLE ET RUBÉOLE

Appel de la corporation médicale en faveur de la vaccination

La campagne nationale de vaccination contre la rougeole et la rubéole lancée en milieu scolaire peine toujours à connaître un succès. Après le ministère de la Santé qui a tenté en vain de rassurer, c'est la corporation médicale qui réagit. Le conseil de l'Ordre des médecins, les syndicats des praticiens spécialistes, des généralistes et des hospitalo-universitaires s'engagent auprès de la population et lancent un appel en faveur de la vaccination.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - «Nous, médecins algériens, saisissons l'occasion de la mise en œuvre des actions stratégiques en matière de prévention des maladies transmissibles, lançons un appel aux parents d'élèves et corps enseignant, aux confrères médecins, tous corps confondus, à l'ensemble des professionnels de la santé et aux directeurs des médias tous types confondus, pour se mobiliser en faveur de la réussite de la campagne nationale de vaccination contre la rougeole et la rubéole, en milieu scolaire, telle qu'éditée par

les autorités sanitaires nationales et internationales, qui se déroule du 6 au 15 mars à travers l'ensemble du territoire national et qui concerne les enfants des cycles primaire et du moyen quel que soit leur statut vaccinal antérieur, soit sept millions d'élèves», lit-on dans un communiqué commun signé par les quatre organisations syndicales.

Ces derniers expliquent que cette campagne de vaccination vise à éradiquer, à moyen terme, les menaces épidémiologiques et garantir une sécurité sanitaire à la population basée sur les preuves

scientifiques reconnues et elle s'inscrit comme à l'accoutumée dans le cadre de la consolidation des politiques nationales de prévention et de lutte contre les maladies mortelles et handicapantes.

Le conseil de l'Ordre des médecins et les trois syndicats des différents corps médicaux se portent garants et rassurent quant à l'inocuité et l'efficacité des vaccins utilisés et de l'immunité conférée. Il est nécessaire, assurent-ils, de faire vacciner l'ensemble des enfants concernés par cette campagne nationale.

L'appel sera-t-il convaincant et entendu ? La campagne se poursuivra jusqu'à mercredi prochain, la veille des vacances scolaires. Jamais une campagne nationale de vaccination n'a connu une pareille polémique. Si la psychose des parents est quelque peu justifiée en raison de ce qui s'était passé avec le vaccin pour nourissons le Pentavalent et l'absence de communication des résultats,



La campagne vise à éradiquer les menaces épidémiologiques.

l'implication de certains médecins à amplifier le sentiment de peur chez les parents est infondée.

Cette campagne fait pourtant partie d'une campagne internationale dictée par l'OMS, pour éradiquer les deux épidémies, actuellement en recrudescence.

Un vaccin de rattrapage puisque les enfants âgés entre 6

et 14 ans, réservoir des deux épidémies, n'ont pas été vaccinés contre les oreillons et la rubéole. Les deux vaccins étant introduits seulement dans le nouveau calendrier de vaccination lancé en avril 2016 en vaccin combiné ROR à l'âge de 11 mois et un rappel à 18 mois.

S. A.